Soisy pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1949)LIVRET DE L'EXPOSITION MUNICIPALE DU 8 MAI 2025

8 mai 2025

SOMMAIRE

Drôle de guerre (1939-mai 1940)

> Accueil des troupes françaises à Soisy

Occupation (juin 1940 - été 1944)

04 > Réquisitions à Soisy

> Surveillance et contrôle de la population

> Les fermes sous pression

> Le ravitaillement sous l'Occupation

> Le STO à Soisy-sur-Seine

> Les prisonniers de guerre

Libération (été 1944 – fin 1945)

> La Résistance à Soisy

> Bombardements et destructions

> La Libération de Soisy

> Une nouvelle équipe municipale

Reconstruction (1945-1949)

> Le quotidien après la guerre

> Hommages et mémoire

> Une commune en reconstruction



Soisy pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1949) Mai 2025 - 300 exemplaires.

Mairie: 12 rue Notre Dame - Tél. 01 69 89 71 71 - Directeur de publication: Jean-Baptiste Rousseau - Directrice de la Communication: Leslie Phélipot Rédaction et réalisation: François Franchi, Xavier Robert Conception graphique: MO Édition Impression: Willaume Egret (St. Michel/Orge), Tél. 01 69 46 10 14 Imprimé sur papier PEFC.



Une commune face à la guerre, à l'Occupation et à la reconstruction

Le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne après l'invasion de la Pologne. À partir de l'armistice de juin 1940, le pays est en grande partie occupé par l'armée allemande. Le régime de Vichy collabore avec l'occupant, tandis que des réseaux de résistance s'organisent dans l'ombre.

Soisy-sur-Seine, comme de nombreuses autres communes, subit les contraintes liées à l'Occupation : réquisitions, pénuries, contrôles, départs forcés vers l'Allemagne. La population s'adapte à des conditions de vie très difficiles.

En 1944, la Résistance locale participe à la Libération. Une nouvelle équipe municipale, animée par Paul Franchi, entreprend la reconstruction d'une commune marquée par cinq années de guerre.

Ce livret retrace, à partir d'archives locales, la vie quotidienne à Soisy pendant cette décennie.

Je remercie François Franchi, adjoint chargé de la santé et des seniors, pour le travail de recherche mené dans les archives municipales, départementales et nationales, qui a permis de reconstituer l'histoire locale de cette période.

Bonne lastrine à toute à toute et à toute

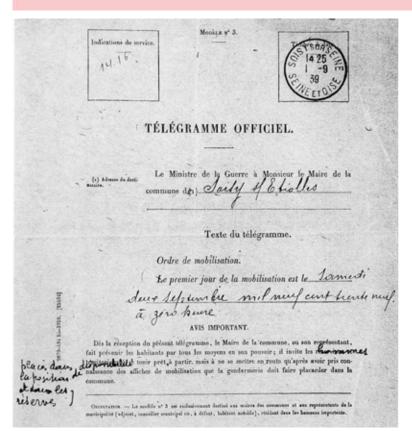
Jean-Baptiste Rousseau *Maire de Soisy-sur-Seine*

1^{er} septembre 1939 : invasion de la Pologne par l'Allemagne

23 août 1939 : signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique 3 septembre 1939 : déclaration de guerre à l'Allemagne par la France et le Royaume-Uni

10 mai 1940 : invasion de la France par les troupes allemandes

Drôle de guerre (1939 – mai 1940)



Accueil des troupes françaises à Soisy

Pendant la « drôle de guerre », alors que la ligne Maginot protège le nord-est et que les combats tardent à venir, l'armée française déploie ses troupes à travers le pays.

À Soisy-sur-Seine, l'accueil des soldats s'organise dès le 13 octobre 1939. Le maire reçoit l'ordre d'assurer leur logement, leur chauffage et leur éclairage. En contrepartie, les habitants hébergeant des militaires perçoivent une indemnité: 3 francs par nuit pour un officier, 1 franc pour un sousofficier ou un homme du rang, 0,05 franc pour un cheval.

La municipalité met en place un comité de soutien aux mobilisés.

Mais la situation bascule le 10 mai 1940, lorsque les troupes allemandes lancent leur offensive à l'ouest, violant la neutralité de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. La ligne Maginot est contournée, la guerre éclate réellement, et l'exode commence.

Télégramme officiel de mobilisation – 2 septembre 1939



Affiche d'ordre de mobilisation générale – 2 septembre 1939.



L'exode des civils sur les routes - juin 1940.

Occupation

Réquisitions à Soisy

Dès l'arrivée des troupes allemandes, de nombreuses réquisitions sont imposées à la commune. Le logement des soldats est à la charge des Soiséens : en 1940-1941, près de 350 militaires sont hébergés pour une population d'environ 1 300 habitants. L'école des garçons, la salle des fêtes ou encore le château Guyaux (actuelle mairie) sont occupés. Ce dernier devient le siège de la Kommandantur. Des habitants sont mobilisés pour l'entretien de ces locaux.

Des dégradations et des vols de biens sont signalés, notamment au château de l'Ermitage.

L'occupant exige aussi du matériel : bois, charbon, véhicules, bicyclettes, et même le terrain de sport communal. En octobre 1940, un recensement de tous les véhicules à moteur, y compris agricoles, est ordonné.

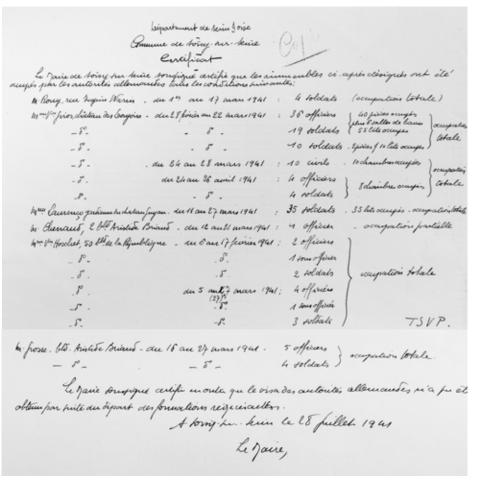
Enfin, les autorités imposent le recensement de toutes les personnes de 18 à 50 ans, hommes et femmes, classées par catégorie professionnelle.



Un soldat allemand monte la garde devant le château Guyaux (actuelle mairie).



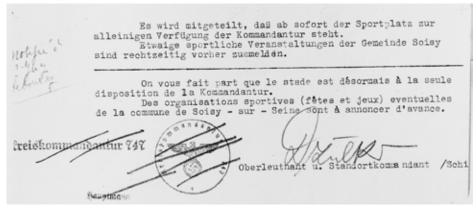
Des officiers allemands de « La Compagnie Täpper» devant le château Guyaux (actuelle mairie), durant l'Occupation.



Répartition des soldats allemands dans les habitations de Soisy - juillet 1941.



(juin 1940 - été 1944)



Occupation des infrastructures communales par l'armée allemande.



Enquête de la Feldkommandantur de Versailles : septembre 1940 - juillet 1941.

Surveillance et contrôle de la population

L'Occupation s'accompagne d'un contrôle étroit de la commune. Dès septembre 1940, une enquête de 26 pages est menée par la Feldkommandantur de Versailles sur tous les aspects de la vie à Soisy : police, enseignement, ravitaillement, artisanat, associations, agriculture, prix, assistance...

Les recensements se multiplient. Ils portent à la fois sur le matériel (garages, postes téléphoniques, cuisinières, tableaux noirs) et sur la population (jeunes de 14 à 20 ans, femmes de ménage, électriciens).

Les habitants doivent remettre leurs armes personnelles à la mairie : 63 fusils, 200 cartouches, 59 carabines, 70 pistolets et même 4 obus de 37 mm.

L'expression d'opinions contraires à celle de l'occupant est interdite. Ce contrôle constant entretient un climat de méfiance et de menace de représailles.



Certificat de réquisition – 21 septembre 1942.

Les fermes sous pression

Dès l'été 1940, l'occupant exige des récoltes intégrales, sous peine de représailles. Le maire est chargé d'organiser les moissons et de veiller à ce que la part due à l'Allemagne soit livrée. En cas de besoin, des prisonniers sont envoyés en renfort dans les fermes locales.

En juin 1944, une réquisition impose aux agriculteurs de fournir 3 790 kg de viande bovine, 1 204 kg de veau, 140 kg de porc et 13 kg d'ovin.

Une commission municipale est chargée de recenser tous les animaux présents dans les exploitations. Ces prélèvements massifs, imposés sans contrepartie équitable, fragilisent l'économie agricole locale.

Occupation

Le ravitaillement sous l'Occupation

Le rationnement est instauré en France dès septembre 1940, avec l'introduction des cartes de ravitaillement. À Soisy, commune rurale, la situation est d'autant plus difficile que les commerces sont rarement approvisionnés.



POINTS POINTS POINTS POINTS
POINTS POINTS POINTS POINT
POINT POINT POINT POINT

Carte de vêtements et d'articles textiles – juin 1942.

Les tickets sont distribués selon des catégories définies par l'âge et l'activité : enfants, adultes, travailleurs de force, personnes âgées... Les quantités allouées restent très limitées : 275 g de pain par jour pour un adulte, 350 g de viande et 70 g de fromage par semaine, 500 g de sucre par mois.

La mobilisation des boulangers dès 1939 limite la production. Le marché noir se développe rapidement, profitant des pénuries généralisées. Le pain, les combustibles et les denrées de base manquent.

Les Soiséens tentent de s'adapter avec des cultures potagères dans les jardins et la pêche en Seine. Mais la chasse est interdite et toutes les armes ont été confisquées. En 1944, la destruction du pont de Ris prive 822 foyers de gaz.

Le STO à Soisy-sur-Seine

Dès 1942, le Service du travail obligatoire (STO) impose à des milliers de jeunes Français de partir travailler en Allemagne pour soutenir l'économie de guerre nazie. À Soisy, 29 jeunes hommes sont recensés comme devant partir.

Certains Soiséens cherchent à échapper à cette obligation. Ils se cachent, parfois avec l'aide de proches ou de membres de la Résistance. L'occupant mène alors des recherches pour les retrouver.

Le STO s'inscrit dans l'organisation de l'effort de guerre allemand coordonné par Fritz Todt, également responsable de la construction de grandes infrastructures militaires, comme le mur de l'Atlantique.

Cette politique de réquisition de maind'œuvre a marqué durablement les mémoires, tant par son caractère coercitif que par les risques encourus par ceux qui tentaient d'y échapper.



Un Soiséen reconnu réfractaire au STO. Cette attestation, émise après la Libération, reconnaît son statut de réfractaire et témoigne de son engagement contre l'Occupation.

(juin 1940 - été 1944)



Jouets en bois fabriqués par un soldat en captivité pour sa fille, aujourd'hui Soiséenne – 1940-1945.

Les prisonniers de guerre

La défaite de juin 1940 entraîne la capture de nombreux soldats français. À Soisy, 62 hommes sont faits prisonniers et envoyés dans des camps en Allemagne ou en Pologne, où la majorité restent détenus pendant cinq ans.

Répartis dans différents types de camps — les STALAG pour les soldats, les OFLAG pour les officiers — ils sont identifiés par un chiffre romain indiquant la région militaire et une lettre précisant l'emplacement.

Sur les 62 Soiséens capturés, 54 reviennent en 1945. Parallèlement, 73 soldats mobilisés au début de la guerre retrouvent leur foyer après l'armistice. Leur retour à Soisy, bien que tardif, marque un soulagement pour les familles et pour une commune longtemps restée sans nouvelles de ses combattants.

Une commune sous contrôle

Entre 1939 et 1944, la municipalité, dirigée par M. Chapelle, gère au quotidien les exigences de l'occupant. Cela comprend le logement des troupes, la fourniture de personnel, la gestion des récoltes, les prélèvements de bétail, mais aussi la distribution des tickets de rationnement, de vêtements, de charbon et de chaussures.

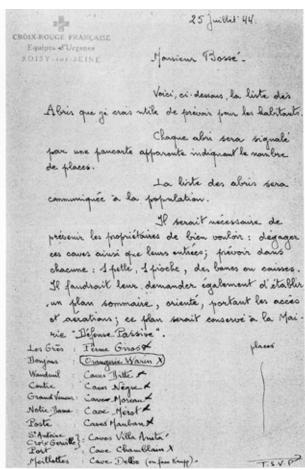
Les élus ne peuvent formuler aucun vœu à caractère politique.

Ils assurent également l'envoi de colis aux prisonniers et aux travailleurs du STO, réservent des emplacements au cimetière pour les victimes du conflit, et doivent afficher des portraits du maréchal Pétain dans les lieux publics.

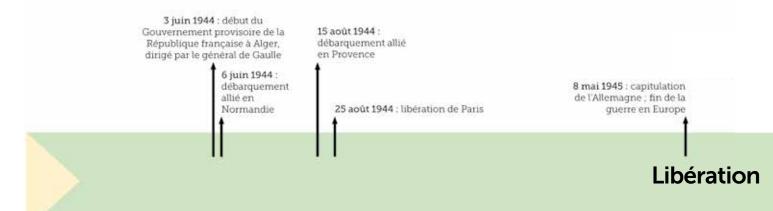


Le coût de la vie augmente. Des aides sont attribuées aux familles les plus démunies, mais des restrictions discriminatoires sont imposées à certaines femmes.

Le conseil municipal démissionne en juin 1944. Une délégation spéciale prend alors le relais pour mettre en œuvre les consignes de défense passive exigées par la Kommandantur : organisation d'abris, recensements, patrouilles, extinction des éclairages, transport des blessés...



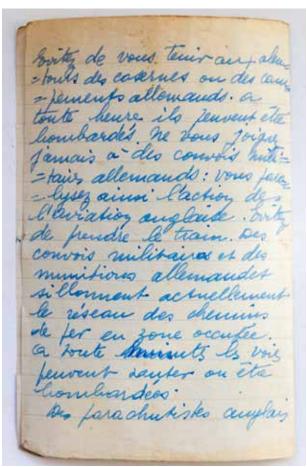
Organisation des abris de protection civile - 25 juillet 1944.



La Résistance à Soisy

À Soisy-sur-Seine, plusieurs habitants rejoignent les réseaux de Résistance affiliés au mouvement Libération-Nord. Utilisant des noms d'emprunt comme « Damiens » ou « Jean-Pierre », ces résistants accomplissent diverses missions : transport et dissimulation d'armes légères, aide aux parachutistes alliés, transmission d'informations, fabrication de faux papiers pour éviter les départs au STO.

Le 25 août 1944, ces groupes participent activement à la libération de la commune.



Extrait d'un tract recopié par un membre des réseaux de Résistance à Soisy-sur-Seine :

« (...) Évitez de vous tenir aux abords des casernes ou des campements allemands. À toute heure, ils peuvent être bombardés. Ne vous joignez jamais à des convois militaires allemands. Vous paralysez ainsi l'action de l'aviation anglaise. Évitez de prendre le train. Des convois militaires et des munitions allemandes sillonnent actuellement le réseau des chemins de fer en zone occupée. Car toutes les voies peuvent être bombardées.

Des parachutistes anglais (...) »

Peu après, ils forment un comité de libération qui prend le contrôle de la mairie. Ce comité assure la transition entre l'administration municipale sous l'Occupation et la nouvelle gestion issue de la Libération.

Ces actions locales s'inscrivent dans un contexte national de reprise en main des institutions par les Forces françaises de l'intérieur (FFI), dont les membres seront reconnus après la guerre pour leur engagement.



Le 24 août, les Allemands détruisent le pont d'Évry-Étiolles pour freiner l'avancée des troupes américaines

Bombardements et destructions

À partir du printemps 1944, les bombardements alliés se multiplient pour désorganiser les lignes de ravitaillement allemandes. Plusieurs installations autour de Soisy sont visées :

- le 18 avril, la Royal Air Force bombarde la gare de Juvisy, faisant 392 morts;
- le 30 mai, le sanatorium de Champrosay est touché par erreur, causant 57 morts, dont deux Soiséens ;
- le 13 août, la gare de Corbeil est frappée sur indication de la Résistance. Des trains de carburant et de munitions sont détruits. Dix-huit personnes perdent la vie et soixante sont blessées. À Soisy, le souffle des explosions détruit les vitraux de l'église et souffle les vitres de nombreuses maisons;
- le 25 août, des obus atteignent le clocher de l'église, le presbytère et plusieurs habitations rue Berthelot;
- le 28 août, par erreur, un tir américain rue des Carrières fait deux morts.

Un groupe de Soiséens, coordonné par le père Isidore Debré, économe du collège de l'Ermitage, participe aux secours à Juvisy, Champrosay et Corbeil.

Avant leur repli vers la forêt de Sénart, les Allemands détruisent les ponts de Corbeil et de Ris. Les Soiséens subissent alors des coupures de gaz et des destructions partielles de bâtiments.

6 août 1945 : bombardement atomique sur Hiroshima

> 2 septembre 1945 : capitulation du Japon ; fin officielle de la Seconde Guerre mondiale

(été 1944 – fin 1945)

La Libération de Soisy

Le 25 août 1944, alors que Paris est libérée, la situation reste tendue à Soisy. Les Allemands fortifient leurs positions, notamment à Étiolles, et détruisent le pont d'Évry-Étiolles pour ralentir l'avancée alliée.

Grâce aux informations transmises par un groupe de résistants dirigé par Paul Franchi, les troupes américaines pénètrent dans Soisy sans bombardement massif. Les combats restent violents et causent plusieurs pertes.

Le 26 août, la population soiséenne célèbre rapidement la fin de l'Occupation: cortèges, rencontres avec les soldats américains, scènes de liesse sur la place de la mairie.

Ces événements marquent durablement les mémoires locales. Le souvenir de la Libération est perpétué à travers les noms de rues, les témoignages recueillis et les cérémonies commémoratives organisées dès les mois suivants.



Le 26 août 1944, Michel Guay, enfant soiséen, sur la moto d'un soldat américain.



Le 25 août, les troupes américaines franchissent la Seine en utilisant un pont composé de bateaux gonflables reliés entre eux par des poutrelles métalliques.



Le 25 août 1944, les Allemands quittent Soisy (rue Notre Dame).



Le 26 août 1944, les Soiséens fêtent la Libération (actuelle place du général Leclerc).

Reconstruction

Séance du 18 Mai 1945

L'An Mil neuf cent quarante einq, le disc-huit du mois de Mai à ringt une heurs, les membres du Conseil Municipal de la commune de Soisy-sur-Seine procedamis par le bureau électoral à la suite des opinations des 49 étril et 13 effai se sont réunis dans la salle de la Mairie sur la convocation qui leur a ité adressie par le éfaire, conformément aux articles 18 et 17 de la loi du 5 d'iril 1884.

Staient Justente McM. les Conseillers Municipaux: Franchi Saul, Wattier clair, Saudechon Amius, Dapont Olon, Siere Garton, Saincignon Jean Gabriel, M. Sigonneau Main-vaine, Grander clair, Sainfardin Soni, Salelin Saul, M. Charpentier puliete, Colin Joseph.

Scanchi Saul, Maire, ani, après l'appel nominal, a donnie lature des resultats constatis aux procès verlaux des l'estions et a dulari installà: M.M. Franchi, Watter Saudachen, Superet, Sine Boissignon, M. Sigonnau, Grandet, Sousarden, Sollin, M. Chargeutier, Colin, dans leur fonctions de Consillar municipaux.

Mesdames, Musicus

Cout d'abord je tiens à vous exprimer personnellement ma jou de mons trouver in rennis et rois par la volonti du suffrage universel, celui à nous a été infin rendu. Your cinq annies d'étaiffément les institutions républicaines resident dans notre grand Fans.

Je duis plus heureux encore de promoir competer parmi nous, deux ilus femmes. Je duis certain qui elles nous approsteront un pricieux concours étant donné les multiples puolitimes que nous auront à risoudre sur le pelan économique et familial.

Lotre tache sera ardue, mais f'ai le ferme esserie given travaillant tous unis pour le lien être de tous les habitants de notre lelle commune, nos efforts ne scront pas cains.

C'est dans at esquit d'union et de featamile, mes chus Collègues, que je vous souhaite la lieureur et que je reux rous surer cordialement la main.»

Une nouvelle équipe municipale

Le 25 août 1944, le comité de libération prend le contrôle de la mairie. Composé notamment de MM. Franchi, Wattier, Boisjardin, Deschamps et Cottin, ce comité est d'abord constitué de fait, puis officiellement reconnu par le préfet en novembre 1945. Une élection interne désigne Paul Franchi comme maire.

Dans un contexte de pénurie persistante, la priorité est donnée à l'approvisionnement, à la distribution des tickets et à l'organisation des secours.

Des demandes de réparations sont adressées aux autorités pour la salle des fêtes, le presbytère et les bâtiments municipaux endommagés. Une liste des dommages causés par les bombardements et par les troupes allemandes est dressée.

Les premiers signes de normalisation apparaissent dès Noël 1945, avec un goûter pour les enfants, une séance de cinéma et un arbre de Noël.

La nouvelle administration municipale doit gérer les suites de la guerre jusqu'aux élections de 1947, dans une commune encore éprouvée.

Le 18 mai 1945, le Conseil Municipal se réunit pour valider le résultat des élections municipales.

Le Maire, Paul Franchi, exprime sa « (...) joie de nous trouver, ici réunis ce soir par la volonté du suffrage universel, celui-ci nous a été enfin rendu. Après cinq années d'étouffement, les institutions républicaines revivent dans notre grand pays (...) ».

20 septembre 1947 : signature à Paris des modalités du plan Marshall

16 avril 1948 : signature à Paris de la convention instituant l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de répartir les aides du plan Marshall entre les pays européens bénéficiaires.

(1945 - 1949)

Le quotidien après la guerre

Le 8 mai 1945 marque officiellement la fin des combats en Europe, mais la situation reste difficile à Soisy comme ailleurs. Le rationnement se prolonge : la carte de pain, supprimée le 1er novembre 1945, est rapidement rétablie en raison des pénuries, avec des rations encore réduites. Cette période favorise le développement du marché noir.

Il faut attendre la mise en œuvre du plan Marshall, en 1948, pour voir une amélioration. À partir du 1er février 1949, seuls le sucre, l'essence et le café restent rationnés.

Le gouvernement décrète la fin du système de tickets le 1er décembre 1949.

CARTE DE TABAC Redevance de solidarité de VINGT francs à litre du contribution sus départes de INTERPOR ISE A.L AUR DEFENSET OF 1965 JUILLET JUILLET TABAC 3 TABAC 1947 **TABAC 1947** AOUT AOUT AOUT TABAC 3 TABAC 1947 **TABAC 1947** SEPTEMBRE SEPTEMBRE SEPTEMBRE TABAC Z TABAC 1947 **TABAC 1947** 1947 OCTOBRE OCTOBRE OCTOBRE TABAC 3 TABAC **TABAC 1947** NOVEMBRE NOVEMBRE NOVEMBRE TARACIA TABAC 1947

Carte de tabac soumise à une contribution obligatoire à l'entraide nationale - mars 1945.

DÉCEMBRE

TABAC 1947

TABAC 1947

DECEMBRE

TABAC 1947

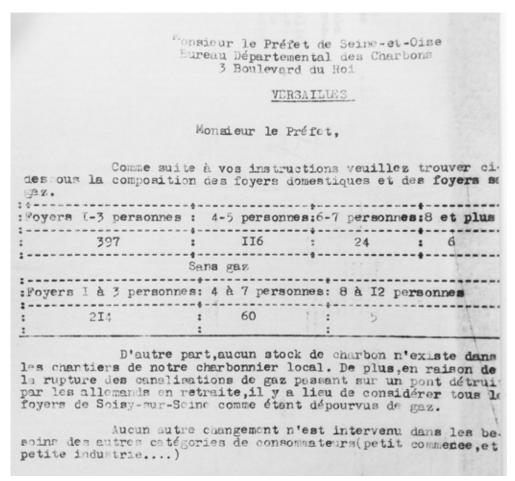
1947

DECEMBRE

TABAC 3

À Soisy, la municipalité veille à une répartition équitable des ressources : denrées, moyens de chauffage, déplacements... Le recensement des immeubles sinistrés et la gestion des demandes de réparation mobilisent les élus.

L'ambiance s'apaise, mais la reconstruction, qui nécessitera beaucoup d'efforts, sera longue et coûteuse.



Lettre du maire de Soisy-sur-Seine au préfet de Seine-et-Oise, 16 octobre 1944. Recensement des foyers privés de gaz et alerte sur l'absence totale de charbon disponible, à la suite de la destruction des conduites lors du repli allemand.

16 avril 1948 : signature à Paris de la convention instituant l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de répartir les aides du plan Marshall entre les pays européens bénéficiaires.

Reconstruction (1945-1949)

Hommages et mémoire

Après la guerre, la commune de Soisy entreprend un important travail de mémoire. En avril 1945, une première liste des morts civils est établie (8 personnes) ; aucun fusillé ni déporté juif n'est recensé dans les archives locales.

Un comité est mis en place en décembre 1945 pour organiser le rapatriement des corps de Soiséens morts pendant la guerre. Le transfert s'effectue en plusieurs étapes : du lieu d'inhumation vers Paris, puis cérémonie d'hommage à la mairie de Soisy, veillée avec piquet d'honneur, et inhumation gratuite au cimetière communal.

En mai 1946, une souscription publique permet d'ajouter un fronton au monument aux morts, où figurent les noms des soldats tombés au combat.

Une plaque commémorative est également posée rue des Carrières, en mémoire des trois victimes du bombardement du 28 août 1944.

Le dernier soldat soiséen mort pendant la guerre, le sous-lieutenant Jean Valayer, tombe le 9 avril 1945.



Carte de charbon pour chauffage domestique – hiver 1947-1948.



Sous-Lieutenant Jean Valayer. Soiséen, né le 4 avril 1920 et mort pour la France le 9 avril 1945.

Une commune en reconstruction

La municipalité élue en 1945, puis renouvelée en octobre 1947 après le décès du maire Paul Franchi, doit faire face à une lourde tâche : remettre en état les bâtiments communaux, organiser le ravitaillement, soutenir les familles en difficulté.

De nombreux emprunts sont nécessaires pour faire face aux réparations urgentes. Les services municipaux poursuivent la gestion des tickets de rationnement jusqu'en décembre 1949.

La vie sociale reprend peu à peu : en juillet 1946, une fête est organisée pour le 14 juillet avec bal, retraite aux flambeaux, fanfare et jeux pour les enfants.

Certaines rues de Soisy changent de nom : la place de la mairie devient place du général Leclerc en novembre 1947, et une avenue est baptisée du nom du général de Gaulle.

La reconstruction s'étale sur plusieurs années, mobilisant l'énergie d'une équipe municipale renouvelée, dirigée par le maire Poincignon, élu en 1947 avec une nouvelle équipe.